

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 12 FEVRIER 2016

SOMMAIRE

- 1) Elle tombe dans le panier de « crabes »
- 2) Une carriériste...
- 3) La nouvelle classe !
- 4) Des écolos pour quoi faire ?
- 5) Il dénonce à juste raison...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Ce matin j'ai pris une décision difficile..." La lettre d'Emmanuelle Cosse aux militants EELV



Emmanuelle Cosse (Sipa)

La patronne des écologistes explique longuement les raisons de son entrée au gouvernement :

Cher-e-s ami-e-s,

Ce matin j'ai pris une décision difficile et j'ai souhaité m'adresser à vous en premier. Le Président de la République m'a proposé de rentrer au gouvernement et j'ai accepté sa proposition. Je sais que cette décision suscite questionnements, rejets des uns, soutiens d'autres, doutes et interrogations. Je respecte tout cela. J'achève donc aujourd'hui mon mandat de Secrétaire Nationale.

J'ai pris cette décision en conscience, dans la continuité de mon engagement pour l'écologie et sans renier les positions que j'ai exprimées par le passé.

Ce choix repose sur une opportunité à se saisir de leviers d'action qui, face aux urgences sociales et environnementales, me paraît prévaloir sur la somme des désaccords. Alors que la France est en grande difficulté, je pense qu'elle a plus que jamais besoin d'écologie, notamment dans les institutions et au gouvernement.

Face à la montée du FN, aux premières actions de la droite dans les régions et à l'inefficacité de l'opposition de gauche, ma place est toujours dans le camp de la gauche au pouvoir.

L'heure est en effet au choix et à la clarté. Et je ne me résigne pas. Depuis la sortie du gouvernement d'avril 2014, j'ai considéré que mon rôle de Secrétaire nationale était de garantir l'unité des écologistes et de permettre une participation d'EELV aux élections intermédiaires dans les meilleures conditions possibles. Chacun pourra y voir le verre à moitié plein ou à moitié vide. Même si les résultats, notamment lors des dernières élections régionales, sont décevants, je pense avoir, avec les membres de la direction, servi le parti avec énergie et loyauté et je termine mon mandat la conscience tranquille.

Mais qui dit fin de cycle dit nouveau départ. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins et chacune et chacun d'entre nous doit prendre ses responsabilités. A l'heure où une nouvelle séquence nationale commence, il n'est plus

possible d'être à la fois dedans et dehors, il faut choisir.

La cohérence me pousse à rester « dedans ». Considérant que le mandat n'est pas terminé, je prends mes responsabilités et m'engage à travailler pour la réussite de la gauche et de l'écologie, au service des Françaises et des Français. Je ne choisis pas entre le parti ou le ministère. J'ai acté il y a déjà un moment que EELV était dans une autre histoire politique et dans une forme de rupture vis à vis de la majorité et ce n'est pas ma conviction. C'est aussi pour cette raison que j'avais fait le choix, il y a plusieurs jours, de ne pas me représenter au poste de Secrétaire Nationale.

Je continue de penser qu'il faut des écologistes partout, à un moment où l'écologie est forte dans la société, mais encore trop faible dans les politiques publiques.

Aujourd'hui je me mets en retrait de EELV mais j'espère sincèrement que ce mouvement retrouve à l'avenir son attractivité et sa capacité d'ouverture. La France et l'Europe ont besoin d'écologie et je continue de penser qu'il faut pour cela un parti politique écologiste fort et indépendant, capable de proposer un projet de société à part entière.

Je tiens particulièrement à remercier les salariés du siège et du parti dans les régions qui font un remarquable travail, ainsi que les membres du Bureau exécutif qui auront partagé avec moi les peines et les joies de ce mandat. Je pense aussi aux SR, SD, responsables de groupes locaux, de commissions, de groupes de travail, aux élu-e-s tous et toutes très impliqués, et tous les formidables militant-e-s que j'ai croisé au cours de ces années qui animent ce parti et le portent, bénévolement et avec acharnement.

Je ne doute pas que nous avons, toutes et tous, chevillées au corps, l'envie de faire gagner l'écologie et que nous continuerons à la servir de là où nous sommes. Je vais maintenant la servir au gouvernement dans le même esprit et la même combativité que nous avons partagé au sein d'EELV et avec les militants et citoyens engagés partout sur le territoire. Ma trajectoire comme la vôtre reste inchangée : faire avancer l'écologie partout et quand nous pensons pouvoir le faire.

Je ne cache pas que ces 2 ans de mandat ont été lourds, traversés par une sortie du gouvernement, quatre élections locales et une européenne, des

divisions larvées transformées en rupture.

En 2013, j'ai relevé le défi pour l'intérêt de l'écologie, et surtout pour soutenir et aider Cécile, à qui je dois beaucoup. Je voyais tout l'intérêt alors à prendre cette responsabilité et faire avec les hauts et les bas d'une telle fonction. C'était très déroutant et assez inattendu mais j'ai adoré ça. J'ai beaucoup appris de tous ces militants écologistes, de leur détermination à changer le réel et changer la politique.

Je souhaite le meilleur à EELV pour les mois à venir. Les écologistes ont beaucoup de responsabilité à prendre dans cette société, le changement que nous portons ne se fera pas sans nous.

Avec toute mon amitié, et mes remerciements pour m'avoir fait entrer dans cette histoire en 2010 grâce à la dynamique d'ouverture d'Europe Ecologie, m'avoir confié de fortes responsabilités, et de m'avoir fait confiance au secrétariat national.

Emmanuelle Cosse

nouvelobs.com

II) Emmanuelle Cosse, de l'activisme d'Act Up au gouvernement de Manuel Valls

Par Lénéïg Bredoux et Mathieu Magnaudeix

Courtisée depuis des mois par François Hollande, la secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts a fini par accepter d'entrer au gouvernement comme ministre du logement. Ce choix risque de provoquer l'ultime explosion de son parti qui s'était prononcé contre un retour dans l'équipe gouvernementale. Ses amis et anciens camarades d'Act Up à Regards sont incrédules. Jean-Vincent Placé et Barbara Pompili intègrent également l'équipe dirigée par Manuel Valls.

Jusqu'au bout, certains de ses camarades n'ont pas voulu y croire. Emmanuelle Cosse au gouvernement ? « Elle n'ira pas. Ce serait tellement contradictoire avec son histoire », lâchait la semaine dernière Cécile Duflot dans un café près de l'Assemblée. Jeudi 11 février, au lendemain du vote sur la réforme constitutionnelle à l'Assemblée, la secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) a été nommée ministre du logement et de l'habitat durable, en désaccord total avec son parti et après le refus de Nicolas Hulot d'entrer au gouvernement. Elle reprend une partie du portefeuille de Duflot, ministre de 2012 à 2014, qui avait quitté le gouvernement à l'arrivée de Manuel Valls.

Deux autres écologistes, qui ont quitté EELV ces derniers mois, deviennent secrétaires d'État : la députée Barbara Pompili, à la biodiversité, placée sous l'autorité de Ségolène Royal, et le sénateur Jean-Vincent Placé, à la réforme de l'État et à la simplification, auprès de Manuel Valls.

Dans un mail adressé au conseil fédéral d'EELV, dont Mediapart a obtenu copie, Emmanuelle Cosse annonce sa démission du secrétariat national et sa « mise en retrait » du parti. C'est David Cormand, jusque-là numéro 2 du mouvement et proche de Cécile Duflot, qui prend la suite.

« Ce matin j'ai pris une décision difficile (...). J'achève donc aujourd'hui mon mandat de secrétaire nationale, écrit Emmanuelle Cosse dans ce mail, envoyé au moment de l'annonce du nouveau gouvernement. J'ai pris cette décision en conscience, dans la continuité de mon engagement pour l'écologie et sans renier les positions que j'ai exprimées par le passé. » Avant de détailler : « Ce choix repose sur une opportunité à se saisir de leviers d'action qui, face aux urgences sociales et environnementales, me paraît prévaloir sur la somme des désaccords. Alors que la France est en grande difficulté, je pense qu'elle a plus que jamais besoin d'écologie, notamment dans les institutions et au gouvernement. »

« J'ai acté il y a déjà un moment que EELV était dans une autre histoire politique et dans une forme de rupture vis-à-vis de la majorité et ce n'est pas ma conviction, explique encore Cosse. Je continue de penser qu'il faut des écologistes partout, à un moment où l'écologie est forte dans la société, mais encore trop faible dans les politiques publiques. »

Mercredi soir, EELV avait prévenu dans un communiqué que le parti refuserait de rentrer à nouveau au gouvernement. « Les écologistes constatent que si les conditions n'étaient plus réunies pour faire progresser l'écologie en avril 2014 lors de la sortie de Cécile Duflot et de Pascal Canfin du gouvernement, elles ne le sont pas plus aujourd'hui », écrivaient alors les porte-parole nationaux Julien Bayou et Sandrine Rousseau. « L'évolution de la politique gouvernementale ne laisse pas entrevoir un horizon favorable à des politiques plus écologistes, solidaires, compatibles avec le besoin de justice sociale et à même de construire une société apaisée », estimaient-ils.

Emmanuelle Cosse, courtisée par François Hollande depuis le départ de Cécile Duflot et de Pascal Canfin, en mars 2014, a donc fini par céder aux sirènes de l'Élysée. En début de semaine, lors d'une réunion du bureau exécutif d'EELV, confrontée aux insistantes questions de ses camarades, elle avait fini par leur dire : « Si j'obtiens la fermeture de Fessenheim et l'arrêt de Notre-Dame-des-Landes, j'y vais. »

Au vu de ses déclarations récentes, ce n'est qu'une demi-surprise : « Je pense que l'opposition de gauche est une impasse. Cela ne fonctionne pas ! On peut être contre un certain nombre de choses et avoir raison, mais ne faire que de l'«anti» ne suffit pas, il faut proposer une alternative crédible », expliquait-elle récemment à L'Obs. « Je viens du milieu associatif, de la lutte contre le sida. J'ai été vice-présidente au logement à la Région Île-de-France. J'aime l'action. On crève de ces politiciens qui ne font que de la tactique », disait encore l'ancienne activiste.

Là réside sans doute une des clefs de son entrée au gouvernement. Emmanuelle Cosse a toujours plaidé qu'il fallait prendre des responsabilités pour pouvoir agir. En mars 2015, déjà, quand un petit groupe s'était formé autour d'elle pour promouvoir son entrée au gouvernement, elle expliquait à Mediapart : « La ligne que je tiens n'a rien à voir avec l'orientation politique actuelle du gouvernement, mais la question est de savoir si l'on peut obtenir des marges de manœuvre réelles. Je ne suis pas entrée en politique pour être ministre à tout prix, mais je suis attentive à la façon dont les écologistes peuvent être utiles dans la période. »

Pour beaucoup de ses anciens amis ou camarades de lutte, c'est à la fois une trahison et un reniement. Emmanuelle Cosse, c'est d'abord une militante. Lycéenne, elle est en première ligne à la FIDL, un des syndicats étudiants. À 17 ans, elle rencontre les activistes anti-sida d'Act Up. Elle s'y engage pendant 15 ans, jusqu'à en devenir la présidente – « hétérosexuelle et séronégative », dit-elle alors, une double première dans l'association. Elle milite au Gisti, pour le droit des sans-papiers, devient journaliste à Têtu et au mensuel Regards, dont elle sera la rédactrice en chef. Elle s'engage chez les écolos en 2009, avant d'être secrétaire nationale en 2013, avec la bénédiction de Cécile Duflot.

« J'ai du mal à comprendre », témoigne l'historien Roger Martelli, qui a travaillé avec Cosse à Regards et qui garde « une affection à Emmanuelle », sans partager son choix. « Dans la culture Act-up, il y avait à la fois une part de grande radicalité et le désir du résultat concret. Emmanuelle a toujours été dans l'idée qu'il ne faut pas seulement critiquer... »

« Je ne peux modestement que témoigner de mon incompréhension, témoigne Philippe Mangeot, son prédécesseur à Act Up, qui se dit toujours « ami d'Emmanuelle ». J'ai respecté son passage de la politique non-gouvernementale à la politique gouvernementale. Mais la question c'est de savoir avec qui. Je ne trouve pas très bonne l'idée d'entrer dans le gouvernement de François Hollande et Manuel Valls et symboliquement catastrophique, au moment où Christiane Taubira part et alors que le gouvernement constitutionnalise l'état d'urgence. »

« Un coup terrible porté à EELV »

D'autres sont beaucoup plus sévères. Dans un récent portrait publié par Le Monde, Clémentine Autain, qui a fait venir Cosse à Regards, ne cachait pas son dépit : « Je ne la reconnais plus. Elle est partie du jour au lendemain, en nous traitant de losers, pour une place éligible aux régionales chez les Verts. On était amies et elle a disparu de la circulation, plus de son, plus d'image. » Puis : « À part gagner des positions électorales pour son parti, on ne sait pas très bien le cap qui est le sien. Emma est fidèle au groupe dans lequel elle est... à chaque fois. »

De l'avis général, il y aurait donc aussi une « question perso ». « Je suis quand même très étonné. Le refus de Hulot a montré qu'il n'y a pas

de possibilité avec ce gouvernement. C'est donc une trajectoire très personnelle », soupire le communicant Arnaud Champrenier-Trigano, qui a travaillé avec elle lors de la dernière campagne des élections régionales.

Les plus sévères sont, sans surprise, les écologistes. Ils sont les derniers déçus, les derniers trahis. La potion est d'autant plus amère que Cosse reprend une partie du grand ministère de Cécile Duflot, qui avait quitté le gouvernement il y a deux ans. « On est sur un truc perso », dit l'écologiste Julien Bayou. Avant de lâcher : « Peut-être qu'il lui est difficile de se passer du chauffeur qu'elle avait en tant que vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France... » « C'est un couple de rentiers de la politique qui s'en va », balaie le député Sergio Coronado, allusion au mari d'Emmanuelle Cosse, le vice-président EELV de l'Assemblée nationale Denis Baupin, partisan de longue date d'un retour des écologistes au gouvernement.

D'autres soulignent l'appétit du pouvoir de Cosse, devenue cheffe partout où elle est passée. « Emmanuelle comprend bien les organes. Elle s'intéresse aux postes, au pouvoir parce que j'imagine qu'elle a l'idée que c'est de là qu'on peut jouer un rôle, et qu'elle peut jouer un rôle, disait l'an dernier sur Canal + Thomas Doustaly, l'ancien chef de Cosse au mensuel LGBT Têtu — aujourd'hui disparu. Elle est dans les choses quand ça marche. Act Up, elle y était au début. Quand elle a vu que ça marchait moins bien, elle a vu que ce n'était plus de là que la politique pouvait se faire. »



Manuel Valls, Emmanuelle Cosse et le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, lors d'un meeting pour les départementales en mars 2015 © Reuters

Pour EELV, c'est de nouveau une catastrophe politique qui s'ajoute aux départs de plusieurs de ses élus, notamment le député François de Rugy et le sénateur Jean-Vincent Placé, en désaccord

avec leur parti et favorables à une participation au gouvernement de Manuel Valls. Depuis le départ de Cécile Duflot et de Pascal Canfin en mars 2014, les écologistes n'ont cessé de se diviser, jusqu'à devenir difficilement audibles. François Hollande, en difficulté depuis le début de son quinquennat, aura finalement réussi à les piéger jusqu'au bout.

Dans un communiqué, le parti a laconiquement « pris acte du remaniement intervenu ce jour et de l'entrée d'Emmanuelle Cosse au ministère du logement » Et s'est désolidarisé de la « décision personnelle » de son ex-secrétaire nationale: « EELV désapprouve cette participation et regrette cette décision personnelle alors que la politique gouvernementale est malheureusement incompatible avec des orientations écologistes, de justice sociale, solidaires, et à même de construire une société apaisée. »

« Je suis dans une logique bienveillante vis-à-vis de ceux qui plaident pour les petits pas nécessaires. C'est souvent très juste et cela fonctionne très bien dans les exécutifs régionaux, explique Julien Bayou, un des deux porte-parole d'EELV. Mais au sein de ce gouvernement, cela ne sert à rien. À seize mois de la présidentielle, on ne peut plus rien faire... » Puis : « Duflot a refusé à juste titre le plat de lentilles chaud au moment du gouvernement de Valls. Hulot l'a refusé froid. Là, c'est un plat de lentilles rance... »

« On va très loin dans la compromission avec ce gouvernement qui n'est plus anti-écologique mais a-écologique, commente Marine Tondelier, membre du bureau exécutif et proche de Cécile Duflot. Son portefeuille est assez classe. Ça va faire parler pendant trois jours. Mais pour elle, c'est un coup à ne pas s'en remettre pendant quinze ans. »

Julien Bayou, conseiller régional d'Île-de-France, ne peut que constater le désastre, à quelques mois du congrès du mouvement écologiste, prévu en juin : « Les écolos ont longtemps eu une stature un peu à part. On nous faisait au moins crédit de la sincérité...

Cette fois, c'est très violent. » Jean-Sébastien Herpin, secrétaire régional d'EELV Centre, est tout aussi dépité, parlant « d'adhérents désespérés » : « Les élus territoriaux ont le sentiment de trinquer pour ces égoïstes, et les militants ont parfois honte d'être EELV dans leurs contacts avec les associations, les ONG, etc., en devenant à leurs yeux l'écolo-qui-veut-un-poste. »

« On voit bien le calcul tactique de François Hollande : s'accaparer la marque EELV, dénonce le député EELV Sergio Coronado. C'est évidemment un coup terrible porté à EELV en raison de sa place dans le dispositif. Mais en même temps, elle n'incarne rien dans l'écologie. Elle a été promue à son poste par des jeux d'appareils et de proximité. Au fond la politique ne l'intéresse pas : elle a essentiellement une vision patrimoniale de la politique. »

« Ça va être dur, j'en ai conscience, admet aussi Marine Tondelier. Mais au moins les ambiguïtés sont-elles levées. Depuis des mois, nous avons une secrétaire nationale qui allait aux rencontres des anciens d'EELV. Désormais, la ligne est plus claire. Il vaut mieux ça. » C'est ce qu'on appelle la méthode Coué.

mediapart.fr

III) Le détail du nouveau gouvernement, les entrants et les sortants

Par La rédaction de Mediapart

Voici la liste complète du nouveau gouvernement après le remaniement intervenu jeudi 11 février.

Ceux qui quittent le gouvernement :

Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international ;

Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité ;

Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique ;

Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Ceux qui entrent au gouvernement comme ministre :

Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international ;

Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable ;

Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication ;

Ceux qui entrent au gouvernement comme secrétaire d'État :

Éricka Bareigts, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargée de l'égalité réelle ;

Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification ;

Juliette Méadel, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargée de l'aide aux victimes ;

Barbara Pompili, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, chargée de la biodiversité ;

Estelle Grelier, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, chargée des collectivités territoriales ;

Hélène Geoffroy, secrétaire d'État auprès du ministre de ville, de la jeunesse et des sports, chargée de la ville.

La composition complète du gouvernement

Les ministres :

Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international ;

Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat ;

Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics ;

Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé ;

Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense ;

Jean-Jacques Urvoas, garde des Sceaux, ministre de la justice ;

Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ;

Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales ;

Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur ;
Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du gouvernement ;
Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable ;
Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique ;
Audrey Azoulay, ministre de la culture et de la communication ;
Laurence Rossignol, ministre de la famille, de l'enfance et des droits des femmes ;
Annick Girardin, ministre de la fonction publique ;
Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports ;
George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Les secrétaires d'État:

Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ;
Éricka Bareigts, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité réelle ;
Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification ;
Juliette Méadel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'aide aux victimes ;
Harlem Désir, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes
Matthias Fekl, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger ;
André Vallini, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du développement et de la francophonie ;
Alain Vidalies, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, chargé des transports, de la mer et de la pêche ;
Barbara Pompili, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, chargée de la biodiversité ;
Thierry Mandon, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
Christian Eckert, secrétaire d'État auprès du

ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget ;
Ségolène Neuville, secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion ;
Pascale Boistard, secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de l'autonomie ;
Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire ;
Clotilde Valter, secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
Estelle Grelier, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, chargée des collectivités territoriales ;
Martine Pinville, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire ;
Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique ;
Hélène Geoffroy, secrétaire d'État auprès du ministre de ville, de la jeunesse et des sports, chargée de la ville ;
Thierry Braillard, secrétaire d'État auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports.



LIVE - lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Des écologistes dans un exécutif qui a « renoncé à l'écologie »

Grégory Marin



Photo AFP

Emmanuelle Cosse, Barbara Pompili et Jean-Vincent Placé ont accepté avec empressement de rejoindre le gouvernement. Quitte à perdre en crédibilité.

Sa première réaction aura été pour Twitter : «La confiance du président de la République m'honore. Heureuse de poursuivre au #Gouvernement mon engagement pour une écologie en action.»



Emmanuelle Cosse @emmacosse
La confiance du Président de la République m'honore.
Heureuse de poursuivre au #Gouvernement mon
engagement pour une écologie en action.16:47 - 11 Févr
2016

Le nom d'Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts, circulait beaucoup. Elle est nommée ministre du Logement, en remplacement de la PRG Sylvia Pinel. Un symbole : c'était le ministère de l'ancienne secrétaire nationale d'EELV, Cécile Duflot. D'ailleurs, Emmanuelle Cosse, vice-présidente au Logement à la région Île-de-France entre 2010 et 2015, n'est pas sans expérience sur le sujet.

«Si les conditions n'étaient plus réunies pour faire progresser l'écologie en avril 2014 lors de la sortie de Cécile Duflot et de Pascal Canfin du

du gouvernement, elles ne le sont pas plus aujourd'hui», assénaient pourtant les porte-parole d'EELV, Julien Bayou et Sandrine Rousseau, dans leur communiqué envoyé...

La veille du remaniement ! Un ultimatum du parti resté lettre morte, qui obligeait à convoquer, dès jeudi, une réunion d'urgence pour préparer la transition à sa tête tout en se désolidarisant sur-le-champ de la nouvelle ministre. C'est que la ligne, rappelée mercredi en interne par le secrétaire national David Cormand (élu par le bureau exécutif jeudi), était tout autre : assumer «collectivement et clairement le refus de notre mouvement de soutenir la participation d'écologistes à un gouvernement qui a renoncé depuis longtemps à l'écologie»... C'est raté.

Cette nomination aura deux effets. Le premier est bénéfique pour un président qui envisagerait de se représenter à sa succession : réduire le champ de la contestation possible sur sa gauche. Car, aussi incroyable que cela paraîtra à un observateur futur, Emmanuelle Cosse endossait pour partie ce rôle-là. Le deuxième, qui découle du premier, n'est pas gênant pour Hollande, mais désastreux en terme d'image. Le message envoyé par Cosse elle-même — se vendre, fût-ce pour un plat de

lentilles vertes — participe en effet d'un brouillage des repères, voire nourrit le dégoût de la politique. Sur ce dernier plan au moins, les nominations de la députée Barbara Pompili et du sénateur Jean-Vincent Placé, tous deux en rupture avec EELV pour cause de soutien indéfectible à l'action du gouvernement, même lorsqu'ils étaient encore membres du parti, sont on ne peut plus logiques et compréhensibles par le public.

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Remaniement : David Cormand, nouveau numéro 1 d'EELV, dénonce « le débauchage d'Emmanuelle Cosse »

François Vignal



David Cormand, nouveau secrétaire national d'EELV
© compte Twitter de David Cormand

David Cormand succède à Emmanuelle Cosse à la tête d'EELV en raison de sa nomination au ministère du Logement, que le parti « désapprouve ». Il donne son premier entretien en tant que numéro 1 d'EELV à publicsenat.fr. David Cormand dénonce « un débauchage final (qui) solde une séquence de rupture durable avec François Hollande » et voit dans ce remaniement un « gouvernement de la déchéance ». Il affirme que « François Hollande cherche à tuer tout ce qui peut représenter une alternative écologiste ou de gauche » et à « anéantir EELV ». Entretien.

Quel est votre réaction à l'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement et quelles en sont les conséquences pour Europe Ecologie-Les Verts ?

Je viens d'achever la réunion du bureau exécutif d'EELV, réuni depuis 16h30. EELV désapprouve et regrette ce choix personnel d'Emmanuelle Cosse de participer à un gouvernement qui a renoncé depuis un moment à l'écologie.

On a pris acte de son départ d'EELV et donc de la direction. Conformément à nos règles en vigueur, je deviens secrétaire national du parti dans le cadre d'une direction collégiale propre à notre bureau exécutif.

Avez-vous essayé de dissuader Emmanuelle Cosse d'entrer au gouvernement ?

Elle m'a appelé en fin de matinée pour me dire qu'elle avait reçu une offre de la part de l'Elysée et de Manuel Valls et qu'elle allait l'accepter. Je lui ai dit que je désapprouvais, que ça mettait en difficulté la famille de l'écologie. Et je lui ai demandé de se mettre en retrait pour être cohérente.

Est-ce un débauchage ?

Oui, c'est ce à quoi on assiste depuis un moment avec la création de l'UDE (Union des démocrates et des écologistes), téléguidée par le PS et l'Elysée, et là, avec le débauchage d'Emmanuelle Cosse effectivement. C'est une situation politique où tout devient un peu fou. Le débauchage tient lieu de ligne politique, ce qui donne une image déplorable de la politique.

Il y a une forme de déliquescence de notre démocratie. On a affaire à la nomination du gouvernement de la déchéance, dans tous les sens du terme : la déchéance votée hier, la déchéance des idéaux, la déchéance des convictions, la déchéance de la cohérence. Et au fond, la déchéance de la politique telle qu'on voudrait qu'elle soit pratiquée.

Le sénateur EELV Joël Labbé a affirmé sur Public Sénat qu'Emmanuelle Cosse entre au gouvernement avec « un accord » pour « un référendum local » sur le projet de Notre-Dame-des-Landes. N'est-ce pas une bonne raison de rentrer au gouvernement ?

Non. Parce que ce dispositif est en réalité un faux nez pour essayer d'organiser un référendum dans un périmètre qui aurait un grand risque de valider ce projet. S'il y avait dû avoir un consensus, c'était celui de l'arrêt pur et simple de ce projet fou. C'est un faux nez pour habiller les renoncements. Ce n'est même pas une fausse bonne nouvelle, c'est une illusion.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, que vous qualifiez de « débauchage », peut-elle amener Cécile Duflot à être candidate à la présidentielle en 2017 ?

Il n'y a pas de lien. En revanche, ça produit une clarification. Depuis un moment, pas seulement Cécile Duflot, mais EELV et les écologistes sincères, étaient plombés par les initiatives un peu individuelles et cet espèce de jeu de débauchage. C'est une clarification. La rupture avec la politique de Manuel Valls et François Hollande était consommée depuis un moment. Avec ce débauchage final, ça solde une séquence de rupture durable avec François Hollande et Manuel Valls. Je souhaite qu'on rentre dans nouveau cycle où les écologistes assument leurs convictions comme acteurs et non commentateurs.

François Hollande cherche-t-il à tuer petit à petit Europe Ecologie-Les Verts ?

François Hollande cherche à tuer tout ce qui peut représenter une alternative écologiste ou de gauche. Il est dans une démarche d'anéantir tout ce qui est entre lui et Mélenchon. C'est une stratégie qu'il a employée avec Martine Aubry, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Christiane Taubira et Cécile Duflot. Aujourd'hui, il essaie de le faire avec EELV. Mais je ne pense pas qu'avec des jeux tactiques et un peu machiavéliques de ce type, il réussira à incarner quelque chose de durable pour les Français.

publicsenat.fr

**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU